

EMBARGO 1^{er} SEPTEMBRE A 10 HEURES**Rapport 2016 de l'Observatoire des sous-munitions:
Escalade inquiétante de l'utilisation de sous-munitions
au Yémen et en Syrie**

Genève, le 30 août 2016. Publié le 1^{er} septembre, le rapport 2016 de l'Observatoire des sous-munitions rend compte d'une utilisation intensive et répétée de sous-munitions en Syrie et au Yémen: 76 attaques ont été officiellement recensées en Syrie depuis septembre 2015, 19 au Yémen depuis mars 2015. Alors que la conférence des Etats parties à la Convention d'Oslo qui interdit les armes à sous-munitions se tient du 5 au 7 septembre à Genève, Handicap International appelle les Etats à appliquer le droit international et à faire pression sur les belligérants pour qu'ils cessent d'utiliser cette arme barbare.

Coédité par Handicap International, le rapport 2016 de *l'Observatoire des sous-munitions* (disponible dès le 1^{er} septembre: <http://bit.ly/1WGasvJ>) dresse le bilan de l'application de la Convention d'Oslo qui interdit l'emploi, la production, le transfert et le stockage des armes à sous-munitions sur la période allant de janvier 2015 à juillet 2016.

Au total, 5 Etats et un territoire étaient concernés par l'utilisation de sous-munitions entre janvier 2015 et juillet 2016: en plus de la Syrie et du Yémen, l'utilisation d'armes à sous-munitions était encore recensée en Ukraine, au Soudan et en Libye. En 2015, 97% des victimes de sous-munitions sont des civils dont 36% d'enfants. La majorité étant enregistrée en Syrie et au Yémen.

L'intensification de l'utilisation des armes à sous-munitions en Syrie intervient dans un pays déjà lourdement frappé par ce type d'armes, puisque 10 des 14 gouvernorats du pays ont été affectés par 360 attaques utilisant des sous-munitions depuis juillet 2012. Ce bilan est très probablement en dessous de la réalité. Selon les chercheurs de l'Observatoire, des rapports presque quotidiens font état de nouvelles attaques de bombes à sous-munitions en Syrie.

Au Yémen, l'intervention de l'Arabie Saoudite et de la coalition qu'elle dirige contre Ansar Allah (les Houthis) depuis le 25 mars 2015 a eu pour conséquence une utilisation des sous-munitions lors d'au moins 19 attaques entre avril 2015 et février 2016. A l'image de la Syrie, un grand nombre des attaques ont eu lieu au Yémen dans des zones peuplées, comme des marchés, des écoles, des hôpitaux... Ces utilisations ont conduit les Etats-Unis à suspendre, en mai dernier, leurs ventes de sous-munitions à l'Arabie Saoudite.

Alors que le Yémen et la Syrie comptent parmi les théâtres de conflit les plus dangereux au monde pour les civils, Handicap International s'alarme de l'utilisation massive et sans contrôle de ces armes interdites dans ces pays: l'utilisation d'armes interdites est totalement inacceptable.

«La guerre ne justifie pas tout. Tout n'est pas permis. Il existe des règles internationales et la Convention d'Oslo en fait partie. Elle doit être respectée. La Convention d'Oslo, celle d'Ottawa qui interdit les mines antipersonnel, les Conventions de Genève nous préservent de la barbarie. Il est de la responsabilité de tous les Etats de faire en sorte que ces règles soient défendues et appliquées», s'exclame Marion Libertucci, responsable du Plaidoyer chez Handicap International.

Handicap International appelle les belligérants - Etats et groupes armés non étatiques - à stopper immédiatement toute utilisation de sous-munitions. Elle appelle également les Etats à faire pression sur leurs alliés qui utilisent des sous-munitions afin que ceux-ci cessent de telles pratiques. Enfin, Handicap International appelle tous les Etats à respecter la Convention d'Oslo en cessant sans délai de vendre ou de transférer ces armes.

Au total, 24 Etats et trois territoires sont contaminés par les restes de sous-munitions dans le monde. L'utilisation nouvelle de sous-munitions au Soudan et en Ukraine jusqu'à début 2015, en Syrie et au Yémen jusqu'en 2016, a engendré une contamination accrue qui met en danger la vie de milliers de personnes à long terme. Handicap International appelle les Etats à soutenir les programmes d'éducation aux risques, de déminage et d'assistance aux victimes qui sont, pour ces pays et territoires, absolument nécessaires.

Contact médias

Nadia Ben Said, Chargée des relations médias
Tél.: 022 710 93 36 - du lundi au jeudi
Mob.: 076 321 48 11
nbensaid@handicap-international.ch
www.handicap-international.ch

Rejoignez-nous sur facebook

www.facebook.com/handicapinternationalsuisse

Les bombes à sous-munitions sont des armes composées d'un conteneur regroupant jusqu'à plusieurs centaines de mini-bombes appelées sous-munitions. Conçues pour être dispersées sur de larges surfaces, elles atteignent inévitablement des zones civiles. Jusqu'à 30% (voire 40%) d'entre elles n'explorent pas à l'impact. Comme les mines antipersonnel, elles peuvent être déclenchées au moindre contact, tuant et mutilant pendant et après les conflits. En n'opérant aucune distinction entre personnes et biens civils et cibles militaires, les bombes à sous-munitions violent les règles du droit international humanitaire.

La Convention d'Oslo interdit l'utilisation, le stockage, le transfert, la production et la vente de sous-munitions a été ouverte à signature en décembre 2008. Actuellement, 119 pays sont signataires de cette convention.

A propos de Handicap International

Handicap International est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis plus de 30 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes.

Ouvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Depuis sa création en 1982, Handicap International a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, Etats-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la cogestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation.

Handicap International est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Elle agit et témoigne partout où «vivre debout» ne va pas de soi.

A Genève, Broken Chair symbolise sa lutte contre les armes explosives et les violences infligées aux populations lors des conflits armés. Créé par Daniel Berset sur demande de Handicap International et installé face aux Nations unies, le monument est un défi adressé à la communauté internationale. Il lui rappelle ses obligations de respecter le Droit international humanitaire et de protéger les civils contre l'usage des armes explosives en zones peuplées.